

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 10/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL ETIENNE

carrière et atelier

218 IMPASSE DES PENNESIERES
88120 Gerbamont

Références : S-25-777RP

Code AIOT : 0006207685

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2025 de la carrière et de l'atelier implanté au 218 IMPASSE DES PENNESIERES 88120 GERBAMONT. L'inspection a été annoncée le 23/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une plainte pour dégradation du cours d'eau "le Naufaing" situé en contre bas de l'exploitation de la carrière.

Le plaignant a informé l'inspection que le lit du cours d'eau était recouvert de sédiments bien en aval de la carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL ETIENNE (carrière)
- 218 IMPASSE DES PENNESIERES 88120 GERBAMONT
- Code AIOT : 0006207685
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise ÉTIENNE est une entreprise du BTP qui exploite une carrière sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2782/2013 du 20 décembre 2013 et des ateliers de réparation et d'entretien de ses véhicules en contre bas de la carrière.

Le référentiel réglementaire utilisé pour le contrôle est :

- le code de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral n° 2782/2013 du 20 décembre 2013 autorisant l'exploitation de la carrière et des installations de traitement des matériaux.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejet des eaux au droit de la carrière	Arrêté Préfectoral du 20/12/2023, article 3.2.2	Sans objet
2	Émission de poussière au droit de la carrière	Arrêté Préfectoral du 20/12/2023, article 3.3.1	Sans objet
3	Rejet des eaux au droit des ateliers (hors périmètre carrière)	Code de l'environnement du 26/06/2025, article L. 211-1	Sans objet
4	Atelier de réparation au droit des ateliers (hors périmètres carrière)	Code de l'environnement du 26/06/2025, article Rubrique 2930	Sans objet
5	Stockage de carburant au droit des ateliers (hors périmètre carrière)	Code de l'environnement du 26/06/2025, article Rubrique 4734	Sans objet
6	Station service privée au droit des ateliers (hors périmètre carrière)	Code de l'environnement du 26/06/2025, article Rubrique 1435	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté ensevelissement du cours d'eau en contre-bas directe de la carrière. En revanche, il a bien été constaté un ensevelissement du cours au droit de la commune de Vagney à environ 1,5 km (en ligne droite) du bassin de décantation de la carrière.

Lors de l'inspection, il est constaté que les eaux de ruissellement de la carrière, tout comme les eaux de lavage au droit de l'atelier sont rejetées par infiltration. Il n'y a pas de rejet direct du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejet des eaux au droit de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2023, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, pollution des eaux et des sols
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement sont dirigées vers un bassin de décantation (situé en point bas du site) d'un volume minimal de 600 m3 avant de rejoindre le milieu naturel.
Constats : Les eaux de ruissellement de la carrière sont collectées et dirigées vers un bassin de décantation. Ces eaux sont réutilisées au droit des installations de broyage, concassage, criblage pour limiter les envols de poussières. Le bassin de décantation est muni d'une surverse. Les eaux rejetées par la surverse sont dirigées vers le carreau inférieur de la carrière dans un bassin plus réduit pour être rejetées par infiltration. Il n'y a pas de surverse au droit de ce petit bassin. Ce petit bassin d'infiltration est une sécurité pour éviter tout rejet direct de la carrière vers l'extérieur en cas de ruissellement des eaux par la surverse du bassin de décantation. Le jour de l'inspection, aucune eau du bassin de décantation n'était rejetée par la surverse. Le bassin présent sur le carreau inférieure était vide. L'exploitant collecte également les eaux ruisselant au droit du front de taille. Ces eaux sont drainées et dirigées vers l'accès de la carrière au droit de l'enrobé pour limiter l'envol des poussières lors de la circulation des engins de carrière. Cette eau est collectée en contre-bas d'un petit bassin. Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté de rejet vers l'extérieur de ces eaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Émission de poussière au droit de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2023, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, pollution atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Il met en œuvre les moyens nécessaires à l'abattage des poussières gênantes pour le voisinage.
Constats : Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté d'envols de poussières au droit des installations de traitement. Les eaux du bassin de décantation sont pompées pour arroser les matériaux au niveau des installations. Ces eaux sont ensuite redirigées vers le bassin de décantation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejet des eaux au droit des atelier (hors périmètre carrière)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/06/2025, article L.211-1
Thème(s) : Risques chroniques, pollution des eaux et des sols
Prescription contrôlée : I. Les dispositions des chapitres Ier à VII du présent titre ont pour objet une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ; cette gestion prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique et vise à assurer : 2° La protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de matières de toute nature et plus généralement par tout fait susceptible de provoquer ou d'accroître la dégradation des eaux en modifiant leurs caractéristiques physiques, chimiques, biologiques ou bactériologiques, qu'il s'agisse des eaux superficielles, souterraines ou des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales ; ... Constats : Au droit des ateliers, l'exploitant dispose d'une aire de lavage. Les eaux de l'aire sont collectées vers un bassin de décantation, la surverse est dirigée vers un séparateur d'hydrocarbures avant rejet par infiltration par un puits. Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Atelier de réparation au droit des ateliers (hors périmètres carrière)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/06/2025, article Rubrique 2930
Thème(s) : Situation administrative, Statut ICPE
Prescription contrôlée : L'activité de réparation et d'entretien des engins peut relever de la rubrique n° 2930. Elle est soumise à enregistrement ou déclaration conformément au Code de l'Environnement selon la puissance de ou des installation(s). <ul style="list-style-type: none">• l'article L. 512-7 : « I. Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées ». L'atelier de réparation est soumis à enregistrement lorsque la surface de celui-ci est supérieure à 5 000m² ;• l'article L. 512-8 : « Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 ». L'atelier de réparation est soumis à déclaration lorsque la surface de celui-ci est supérieure à 2 000m² mais inférieure ou égale à 5 000 m².

Constats :

L'atelier de réparation et d'entretien des engins est d'une surface de 324 m².

Il n'est donc pas classable au titre de la rubrique 2930 de la nomenclature des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stockage de carburant au droit des ateliers (hors périmètre carrière)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/06/2025, article Rubrique 4734

Thème(s) : Situation administrative, Statut ICPE

Prescription contrôlée :

Le stockage d'hydrocarbures peut relever de la rubrique n° 4734.

Elle est soumise à enregistrement ou déclaration conformément au Code de l'Environnement selon la puissance de ou des installation(s).

- l'article L. 512-7 : « *I. Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées* ». Les cuves aérienne sont soumises à enregistrement lorsque la quantité de stockage est comprise entre 500 tonnes mais inférieure à 1 000 tonnes ;
- l'article L. 512-8 : « *Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1* ». Les cuves aériennes sont soumises à déclaration lorsque la quantité stockée est supérieure à 50 tonnes mais inférieure à 500 tonnes.

Constats :

La société ÉTIENNE dispose de 2 cuves de 5 m³ : l'une pour le stockage du gazole, l'autre pour stocker du GNR.

La quantité totale de gazole et de fuel présente sur le site est d'environ 10 tonnes.

Cette activité de stockage de carburant n'est donc pas classable au titre de la rubrique 4734 de la nomenclature des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Station service privée au droit des ateliers (hors périmètre carrière)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/06/2025, article Rubrique 1435
Thème(s) : Situation administrative, Statut ICPE
Prescription contrôlée : <p>La distribution de gazole et de fuel peut relever de la rubrique n° 1435.</p> <p>Elle est soumise à enregistrement ou déclaration conformément au Code de l'Environnement selon la puissance de ou des installation(s).</p> <ul style="list-style-type: none">• l'article L. 512-7 : « I. Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées ». La distribution de carburant est soumise à enregistrement lorsque la quantité annuelle de carburant distribué est supérieure à 20 000 m³ ;• l'article L. 512-8 : « Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 ». La distribution de carburant est soumise à déclaration lorsque la quantité annuelle distribuée est supérieure à 500 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³.
Constats : <p>Le volume annuel de gazole distribué en 2024 est d'environ 98 m³</p> <p>Le volume annuel de GNR distribué en 2024 est de d'environ 51 m³.</p> <p>Cette activité de distribution de carburant n'est donc pas classable au titre de la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite